

fient la solution à donner au problème des rapports partisans-combattants réguliers :

1° a) Dissociation croissante entre les armements « lourds » et les armements « légers » (amorcée dès la guerre de 1914-18), mais dont le développement tend de plus en plus à dépasser cette apparence pour se « concrétiser » dans l'opposition abstraite entre armements stratégiques et armements tactiques. Le bombardier stratégique, et encore plus lorsqu'il est couplé avec la bombe atomique, en est l'exemple le plus spectaculaire. Mais ce n'est là qu'un aspect de ce mouvement. Il s'accompagne d'un deuxième aussi important et qui lui est lié d'une manière tout aussi insoluble, parce qu'il constitue la parade aux progrès des armements lourds ;

b) Développement intensif de l'armement « léger » et de l'autonomie des unités de base. Nous ne parlerons pas ici de la bombe atomique, dont la parade pose un problème relativement particulier et surtout un problème dont les éléments d'ensemble font plus partie de l'avenir que du présent. (1) Nous ne citerons que le char d'assaut considéré comme armement « lourd » pour souligner le développement inouï de l'armement anti-char, et ceci jusqu'au niveau individuel « léger ». Or on oublie trop souvent l'importance de ces progrès moins spectaculaires, mais dont la détermination finale est plus décisive, y compris sur le plan « stratégique », ne serait-ce que par le biais décisif, sur le plan humain, de l'efficacité relative de la défense contre l'attaque (qui s'est élevée parfois à cette guerre jusqu'à exiger de l'attaquant une supériorité numérique de 7 contre 1) (2). Dans ce sens, et dans la mesure où il est possible à l'irrégulier de s'approprié aussi bien l'armement que la technique du combattant régulier de base, l'évolution de l'armement devient à nouveau positivement un facteur favorable à l'irrégulier, ceci en dehors de la question de savoir si la complexité de l'armée régulière constitue toujours l'atout majeur de ce dernier ;

(1) Il est évident qu'une telle parade ne peut porter que sur le moyen de transport de la bombe; se protéger de la bombe elle-même ne peut se faire qu'au moyen de la « défense passive ».

(2) « Défense » et « attaque » sont pris ici dans le sens le plus étroit, étant donné que, comme nous l'avons vu plus haut, rien en définitive, sauf l'espace, n'arrête une offensive blindée qualitativement et quantitativement supérieure aux forces mécaniques de l'adversaire. Il s'agit ici des forces relatives qui sont nécessaires pour tenir un « front » hors des périodes de grandes offensives ou hors du théâtre de ces offensives, c'est-à-dire compte tenu d'une certaine égalité de moyens. Or nous avons vu aussi que c'est durant ces périodes, qui d'ailleurs au total finissent souvent par être les plus longues, que le fin mot de l'art militaire est de perdre moins d'hommes que l'adversaire.

2° Avec le développement des moyens de transport « automobiles » (qu'ils soient terrestres, aériens ou navals) l'opposition entre armements « lourds » et « légers » perd de plus en plus toute signification et les grandes unités s'intègrent les anciens armements lourds tout en conservant et même développant leur autonomie. L'ancienne division assez simple du travail (artillerie, infanterie et partiellement génie, sous Napoléon) en se diversifiant d'une manière extraordinaire tend à permettre dans des conditions modernes la constitution d'unités de base synthétiques (intégrant armements « lourds et légers ») et jouissant d'une autonomie de plus en plus large. Pour la question qui nous intéresse ici, celle du partisanat, cette évolution est capitale, parce qu'elle doit être interprétée comme le dépassement de la période où les irréguliers tiraient l'essentiel de leur puissance de la vulnérabilité de l'organisation des armées régulières. L'exemple le plus frappant et le plus spectaculaire de cette évolution du dépassement des contradictions classiques des armées régulières, c'est la division aéro-portée : s'intégrant des armement de plus en plus « lourds » et puissants, son autonomie libérée des contingences du transport terrestre, la rend autrement moins vulnérable à l'action des partisans que ne l'étaient les anciennes formations régulières.

Comme on le voit, les schémas immuables éclatent sous l'extraordinaire pression interne de notre époque moderne industrialisée et prolétarisée. Contrairement à ce que l'on avait cru constater dans la période précédente, l'évolution des armements ne favorise pas les irréguliers ni d'une manière constante, ni d'une manière univoque, mais bien d'une manière puissamment contradictoire. Pourtant, le partisanat demeure bien le corollaire négatif de l'armée régulière et l'universalisation de la guerre ne pourra signifier que sa propre universalisation. Cependant le moment approche où sa supériorité se placera sur un plan total, stratégique si l'on veut, mais dans le sens le plus large et le plus profond de ce terme. C'est-à-dire que le moment approche où sa définition technique de départ aura été totalement niée, puisque justement, nous l'avons vu, cette définition se situe au niveau tactique.

Il existe enfin une dernière caractéristique technique du partisanat. Il s'agit évidemment toujours d'une caractéristique dans le cadre de l'appréciation de départ de la guérilla comme une tactique bien déterminée. Ne connaissant pas de front les irréguliers font porter leurs attaques sur les centres nerveux et les moyens de communication de l'adversaire. Pour toute la période pré-industrielle cette distinction est souvent difficile

à faire, car les actions sur les convois, les estafettes ou les états-majors ne constituaient qu'une application de la règle suivant laquelle il faut attaquer là et au moment où l'on est le plus fort. Pourtant, dès alors, il s'agissait aussi de destructions purement matérielles : ponts, blocage d'un défilé, assèchement ou pollution d'un puits, etc... De nos jours, cet aspect passe directement au premier plan, parce que communications, centres nerveux, ravitaillement même (cas de pipe-line) sont devenus purement matériels et sont l'objet d'une mécanisation et même d'une automatisation intense (transmissions).

Ici, la force du partisan se manifeste par sa dispersion quasi infinie : il attaque non plus seulement là où il est le plus fort, mais là où il n'y a pas d'ennemi, justement parce que cet ennemi ne peut être partout à la fois comme c'est le cas pour le partisan. Théoriquement cette tactique devrait, vu l'importance, l'universalité même peut-on dire, de la mécanisation moderne, constituer l'arme la plus efficace, puisqu'elle pourrait aller jusqu'à la racine des moyens matériels : leur production. Il n'y aurait plus alors de problème d'autonomie croissante des unités régulières qui tiennent, puisque ce serait la vie sociale dans son ensemble qui serait paralysée. En fait, d'une part il n'en n'est pas ainsi, et d'autre part, et surtout, c'est passer de la réalité du partisanat à une utopie qui la dépasse. Ce n'est pas que le sabotage sorte, en tant que tel, du partisanat, il en est au contraire une partie intégrante essentielle, à l'époque moderne. Mais un tel sabotage universel dépasse la véritable définition sociologique du partisanat, ainsi que nous allons le montrer dans le point suivant. Pourtant l'efficacité du sabotage peut être immense comme le prouve l'exemple suivant, toujours cité par Rougeron : « Pendant plusieurs années après la fin de la guerre civile espagnole, les mécontents reportèrent leur résistance sur le secteur des transports, et spécialement des voies ferrées, à la fois le plus vulnérable et le plus important dans un pays où la route et la navigation intérieure tiennent une place modeste. La méthode se révéla assez efficace pour compromettre la reconstruction du pays. Il fallut créer un tribunal spécial pour juger les délits et crimes s'y rapportant, qui allaient de la négligence à demi-volontaire au sabotage et à l'attentat caractérisé. Le révolté sioniste contre l'autorité britannique en Palestine a pris, au début, la même forme avec un succès remarquable. » Tout à fait à côté du véritable problème, comme à son habitude, l'auteur ajoute qu'en temps de paix cette action finit par être abandonnée sous la réprobation de la plus grande partie de la population, qui est la première à en

subir les conséquences, alors qu'en temps de guerre, elle apporterait le plus généralement une aide précieuse à cette population. Pourtant cette appréciation, par son caractère déplacé lui-même, nous introduit au cœur du problème sociologique posé par le partisanat.

2. Définition sociologique.

Pourquoi donc Rougeron parle-t-il de « mécontents » et ensuite de « réprobation de la population » à propos d'actions qui nécessitent justement par définition la participation de larges fractions dispersées de la population et non pas seulement de petits « commandos » spécialisés qui ne peuvent perpétrer qu'un petit nombre de sabotages ou malfaçons ? Si les « mécontents » étaient vraiment suffisamment nombreux, la « réprobation » n'aurait pas ce caractère universel. En Russie où les négligences et le manque de soin dans le travail sont devenues une forme généralisée de la résistance sourde et passive du prolétariat, la « réprobation » de cette même population prolétarienne ne s'adresse pas aux auteurs réels de ces négligences, mais bien fondamentalement au régime bureaucratique lui-même.

En réalité, il faut comprendre que l'utilisation spontanée de la violence est une FORME D'EXPRESSION DE REVENDICATIONS DANS LES CONDITIONS DE LA GUERRE. De même que l'action revendicative, l'action irrégulière tire sa motivation de son caractère absolument impératif en présence d'une détérioration grave de la situation économique et sociale des groupes ou des individus intéressés. De même que l'arme de la revendication économique des producteurs, la grève, trouve ses conditions d'expression sur le terrain économique lui-même, l'utilisation spontanée de la violence trouve ses conditions d'expression sur le terrain même de la guerre (appropriation des armes et des techniques guerrières). Il ne s'agit évidemment pas ici de faire une comparaison trait par trait, ou point par point, qui serait à la fois fautive et stérile, mais de comprendre que le phénomène du partisanat se situe, pour ce qui est de sa motivation objective, exactement au même niveau que celui de l'action revendicative et qu'il n'est en somme qu'une de ses formes d'expression dans des conditions données. Cela explique à la fois son caractère spontané, réalisant la synthèse de la réaction individuelle et de la réaction collective qui est à la base même du volontariat, et son caractère impératif, chaque fois que la double condition de la mise en cause du niveau de

vie (ou de la vie elle-même) et d'un rapport de force permettant une action est donnée. (1)

Sur le plan « militaire », il conviendrait donc de définir le mouvement des partisans comme une appropriation des armes pour des buts qui sont propres aux partisans. Evidemment ces buts peuvent être larges ou limités et le degré et la nature de la politisation de telles actions varient largement suivant les conditions historiques générales.

Si historiquement les mouvements de partisans ont été considérés comme des mouvements essentiellement paysans et ayant un caractère national et à ce double titre considérés comme extérieurs au prolétariat, c'est que historiquement la guérilla (aussi bien en Espagne qu'en Russie à l'époque napoléonienne où elle prit toute son extension) s'est présentée comme la réaction du paysan auquel on prend sa vache ou son blé sans le payer.

Il faut dire quelques mots sur ces circonstances historiques. L'accroissement des effectifs et l'importance du matériel caractéristiques des guerres de l'Empire ont engendré, en même temps que les conditions techniques de l'efficacité des guérillas, les conditions sociales de leur déclenchement. Napoléon ne put à peu près doubler l'importance relative de l'artillerie sans affecter la mobilité de ses troupes, par ailleurs très nombreuses, (2) que sur la base de la transformation complète introduite par la révolution dans le mode de ravitaillement des armées en campagne. Jusqu'alors elles vivaient sur leurs magasins et leurs convois; elles se mirent à vivre sur le pays.

Il vient immédiatement à l'esprit que la révolution pouvait se permettre cela, parce qu'elle se présentait justement comme un mouvement émancipateur des paysans asservis et que Napoléon en se refusant à user de cette arme révolutionnaire, a forgé lui-même les conditions de sa propre perte tant en Espagne qu'en Russie. En réalité cette explication, très répandue dans les milieux marxistes officiels, est exprimée sous une forme tellement générale qu'elle est en définitive, plus nuisible qu'utile. Elle sous-estime en effet la logique bourgeoise et capitaliste de la Révolution française qui apportait une solution sur le plan économique lui-même aux contradictions sociales posées par la nouvelle organisation des armées. Citons brièvement Rougeron : « Vivre sur le pays, cela ne voulait pas dire

(1) La première de ces actions est évidemment de s'approprier des armes.

(2) Par rapport aux guerres précédentes les armées virent leurs effectifs quadrupler.

lâcher le soldat dans la campagne sans s'inquiéter de la façon dont il se nourrirait lui et ses chevaux; cette méthode aurait été aussi préjudiciable à la discipline que dangereuse pour l'accueil à attendre des populations envahies. C'était faire rassembler vivres et fourrage par un service d'intendance organisé, procédant par voie d'achat amiable. Le règlement était fait au comptant. Tout le monde était satisfait, le paysan par la hausse des prix, l'intermédiaire par son bénéfice, les fonctionnaires chargés de passer le marché par les occasions qu'ils y trouvaient d'arrondir leur traitement. » Et l'auteur continue en précisant : « La difficulté commençait là où il n'y avait à peu près rien à acheter. Après avoir bénéficié des avantages du système en Italie et en Europe centrale, Napoléon devait en éprouver les inconvénients en Espagne et en Russie. » Il apparaît ainsi clairement que les conditions mêmes de l'échange n'existaient pas dans ces pays et régions spécialement arriérés. Ainsi, si la suppression du servage est une condition du développement du capitalisme, il est cependant faux de croire qu'une telle suppression à cette époque par voies révolutionnaires, aurait à elle-même constitué un marché effectif. Si bien qu'en l'occurrence, les immenses mouvements de partisans s'ils avaient déjà cette caractéristique essentielle de défense immédiate du niveau de vie matériel, n'avaient nullement encore ni un caractère bourgeois, ni un caractère « national », parce qu'ils étaient nettement en deçà de cette étape.

Cela explique pourquoi le paysan espagnol et le serf russe ont défendu le pouvoir réactionnaire qui les opprimait contre les armées napoléoniennes, objectivement « progressives ». Le cas est très intéressant parce qu'il est typique du partisanat en général. Tout d'abord l'action des partisans constitue une guerre dans la guerre : l'action du partisan russe rejoint, recoupe et, en définitive, va dans le même sens que celle des troupes régulières russes. Et pourtant ces deux types d'action armée se différencient radicalement sur le plan sociologique, bien qu'elles s'identifient parfois sur le plan politique. L'explication doit se trouver dans le caractère revendicatif élémentaire, au départ, de l'action irrégulière et qui doit s'exprimer ici sur le plan « militaire » de la manière suivante : *les irréguliers substituent au but du pouvoir politique prévalent dans le pays leurs propres buts.*

Cela ne signifie pas que ces deux mouvements — « officiel » et « spontané » — soient obligatoirement contradictoires dans la pratique, ni surtout que la contradiction dans la mesure où elle existe toujours, si peu même que ce soit, se fasse obliga-

toirement jour, mais cela signifie qu'il existe une distinction qualitative entre réguliers et irréguliers, distinction en définitive quasi irréductible dans les faits.

On comprend dans ces conditions que l'extension spontanée d'un mouvement de partisan est quand même limitée objectivement : ne rentrent en lutte que ceux qui sont impérativement poussés par une nécessité concrète. Mais d'un autre côté il existe une liaison intime entre les revendications immédiates qui motivent la révolte et les aspirations politiques des révoltés. C'est évidemment là un facteur d'extension de la lutte. Mais une telle extension ne se fait pas lorsqu'elle arrive à un certain point, sans qu'il se produise une altération des conditions premières de la lutte.

Cela est vrai sous deux aspects. Tout d'abord parce que les partisans ne sont pas les seuls à substituer au but politiquement prévalant un but qui leur soit propre : il est évident que les forces politiques constituées existantes qui sont en opposition radicale avec le régime ont justement pour raison d'être de substituer un nouveau but à celui de l'ancien régime. Cependant ils le font sur une base toute différente, en se posant directement des objectifs universels (que cela soit dans le cadre national ou dans un cadre international). Il y a donc obligatoirement un fossé entre la politisation autonome des masses armées dans la lutte et les organes proprement politiques qui expriment ce mouvement ou qui prétendent l'exprimer. Il se crée ainsi une dualité au sein du mouvement de révolte lui-même qui peut fort bien se résoudre par une subordination autoritaire des buts autonomes des partisans à de nouveaux buts « révolutionnaires » s'exprimant directement sur le terrain universel d'un nouveau pouvoir. La réponse marxiste classique à ce problème est que si ce but universel ainsi posé par les organes politiques est « réellement » révolutionnaire et prolétarien non seulement une telle subordination est positive mais qu'elle est même la condition du succès final.

Il ne saurait être question de polémiquer avec cette conception, abstraitement juste, mais que l'expérience bureaucratique a vidé de tout contenu concret. Nulle part durant cette guerre l'intégration de fait des mouvements importants de partisans dans des organisations armées de structure régulière ou même semi-régulière n'a politiquement signifié la subordination de mouvements prétendument paysans-bourgeois au prolétariat révolutionnaire ou à son avant-garde. Dans les faits cela a été la subordination de mouvements déjà très largement prolétariens, et en tout cas nullement exclusivement paysans, à la

bureaucratie stalinienne, quand cela n'a pas été tout simplement une subordination à l'armée bourgeoise.

Mais il n'y a pas que cet aspect purement politique de la question. L'extension du mouvement des partisans dès qu'elle a pour effet de « libérer » ou d'occuper un territoire suffisamment vaste, dans lequel s'organise un nouveau pouvoir politique, pose automatiquement et traditionnellement le problème de la défense de ce pouvoir sur des bases radicalement différentes de celles du partisanat. On constitue une armée « nouvelle » ou même une armée « rouge » dans laquelle on introduit, plus ou moins réellement certaines des méthodes « démocratiques » du partisanat et qui, obligatoirement, est entraînée, même sur la base d'une tactique dite de type « partisans » à introduire en guise de stratégie le fameux principe directeur suivant lequel il ne s'agit en définitive que de perdre moins d'hommes que l'adversaire. Inéluctablement cela aboutit à transformer le volontariat en une parodie.

Nous ne donnerons qu'un exemple : on parle beaucoup des partisans yougoslaves. Il est indéniable que ce mouvement a eu au départ un caractère spontané authentique. Pour en juger cependant du point de vue révolutionnaire il ne suffit nullement de dire qu'il avait un caractère bourgeois national, par exemple. Il ne suffit pas non plus de dire qu'il a été entièrement contrôlé par la bureaucratie stalinienne-titiste. Prises dans un sens strict ces deux affirmations, d'ailleurs contradictoires, sont aussi fausses l'une que l'autre.

Il est faux que ce fut un mouvement uniquement paysan, il est même faux qu'il ait eu pour base matérielle essentielle les montagnes ou les maquis. Sans de fortes organisations urbaines, sans collaboration active du prolétariat il n'existe pas de partisanat possible à notre époque. Sur ce point il convient de tenir pour valable l'opinion de Tito qui écrivait en 1943 dans un article consacré à la cinquième grande offensive allemande : « Il y a bien des gens qui pensent que les difficultés de terrain et les obstacles naturels sont d'une importance capitale pour notre armée, mais ce n'est pas vrai. » On peut être sûr que la destruction jusqu'en 1943 de 48.000 mètres de ponts, de 678 locomotives et de 6.000 wagons a dû nécessiter de puissantes organisations urbaines dont l'action était étroitement coordonnée avec celle des « maquisards », ne serait-ce que parce que le matériel de sabotage est de caractère essentiellement industriel. En quoi donc en définitif réside le caractère ouvertement réactionnaire du mouvement de « libération » yougoslave ? Dans le caractère « nationaliste », c'est-à-dire en fait anti-boché ou

anti-italien de l'idéologie prévalente ? Evidemment, mais l'idéologie prévalente n'est rien dans la mesure où elle ne se traduit pas en actions concrètes. Pour qu'il en soit ainsi, il faut ou que les masses adoptent elles-mêmes cette idéologie, ou qu'une organisation autoritaire et bureaucratique leur impose à la fois la nature des actions et l'idéologie qui les animent. Mais, quel que soit la cause, c'est bien d'après la nature de ces actions concrètes que l'on peut juger du mouvement pris dans son ensemble. (1)

Laissons donc la parole au général yougoslave Radé Hamovitch : « L'occupant a subi en Yougoslavie des pertes énormes. Durant toute la guerre il a laissé 447.000 tués et 559.434 prisonniers, donc plus d'un million de soldats. Jusqu'à la fin de 1943, il y eut 177.000 tués et 240.464 soldats faits prisonniers. » Ce bilan clafronnant devrait se passer de commentaires. Le principe révolutionnaire fondamental de l'économie en hommes chez « l'ennemi » est ici non seulement totalement inexistant, mais il est remplacé par un honteux tableau de chasse.

Mais voyons l'autre aspect de la question ; les partisans eux-mêmes : « Il serait erroné de penser que la victoire n'a pas exigé de nos peuples un effort soutenu et des sacrifices énormes... Jusqu'à la fin de 1943, 122.831 combattants de l'armée de libération nationale ont donné leur existence pour que vive le nouvel Etat yougoslave. » Il n'est pas donné de chiffres globaux pour toute la guerre, mais seulement ce vague renseignement dont l'imprécision laisse rêveur : « La deuxième session de l'A.V.N. O.J. (29 novembre 1943 : légitimation du pouvoir « démocratique et populaire issu des Comités populaires ») et ses décisions historiques ont été payées par le sang de quelques centaines de milliers (2) des meilleurs d'entre nous. » Ce véritable carnage réduit à sa juste proportion l'efficacité de l'« Armée populaire » souvent invoquée à propos de l'exploit militaire représenté par le fait qu'en 1943 ces « partisans » ont imposé aux puissances de l'Axe l'immobilisation de près de 40 divisions, soit 700.000 hommes.

Il n'en reste pas moins vrai que cette armée yougoslave régulière qui a fini par sortir entièrement des cadres sociologiques et même partiellement des cadres techniques du partisanat et dont l'action, de ce fait, a eu un contenu foncièrement réac-

(1) C'est là évidemment une méthode d'appréciation qui est valable pour porter un jugement général une fois que les événements sont passés. Sur le moment, c'est à la fois à l'idéologie réactionnaire et à l'organisation bureaucratique qu'il faut s'attaquer.

(2) Souligné par nous.

tionnaire, est issue au début d'une forme authentique de ce partisanat, de caractère par ailleurs nullement exclusivement paysan et dont la base de départ fut l'effondrement de l'appareil d'Etat bourgeois traditionnel de la Yougoslavie.

On peut dès maintenant tirer une conclusion provisoire de ces analyses. Ce que nous avons appelé le partisanat évolue sociologiquement entre deux pôles :

a) le pôle revendicatif élémentaire qui confère à l'extension du partisanat des limites d'une telle nature qu'elles excluent la solution utopique du sabotage généralisé qui serait cependant la solution « idéale », en même temps qu'elle serait l'expression absolue du principe tactique de n'attaquer que là où l'on est le plus fort ;

b) le pôle politique universel qui constitue, au moins jusqu'ici, la limite au delà de laquelle les partisans sont en fait expropriés de leurs armes au profit du nouveau pouvoir, même dans le cas où ce pouvoir est authentiquement révolutionnaire comme dans la Russie de 1919. En même temps c'est le point où sa caractéristique tactique se traduisant par l'économie relative maxima est remplacée par ce qui est en fait sa négation : la règle des pertes proportionnellement moins grandes que celles de l'adversaire.

D'autre part sur le plan de sa caractérisation technique le partisanat évolue historiquement entre deux limites :

— celle où son efficacité repose essentiellement sur la vulnérabilité des armées régulières sur le terrain tactique où s'exprime sa force à des moments et à des endroits déterminés ;

— celle où son efficacité reposera essentiellement sur l'impasse stratégique croissante de la guerre considérée dans son ensemble (1). Mais ce jour-là sera celui où la forme partisane aura historiquement vécu et éclatera. Autant son développement est inéluctable, autant son caractère est transitoire.

Dans cette mesure la réponse correcte à donner aux modalités successives des luttes armées du prolétariat devra dépendre à la fois d'une lutte idéologique acharnée pour la sauvegarde des traits essentiels du partisanat : économie en hommes chez soi et chez l'« adversaire » et liaison avec des revendications con-

(1) Il est évident cependant qu'il doit y avoir une issue historique à cette guerre, mais elle se situera hors de la guerre elle-même, hors du procès de destruction. A ce titre, il n'existe pas d'impasse historique : cette issue sera soit le socialisme soit la barbarie, mais il serait assez vain de vouloir concrétiser l'issue négative de la barbarie sur le terrain géographique des blocs en présence par la « victoire » de l'un ou de l'autre. C'est pourquoi nous sommes effectivement fondés de parler d'impasse stratégique de la guerre considérée dans son ensemble.

crètes justifiant chacune des actions, et considération à la fois de la perspective objective du dépassement historique du partisanat. Ces deux mouvements sont évidemment contradictoires : leur résultante concrète définit la stratégie du prolétariat.

V. — PREMIERE APPRECIATION

DE LA GUERRE 1939-1945

Comment peut-on faire le point de la situation d'ensemble qui a été celle de cette dernière guerre ? En se basant à la fois sur son degré de maturation par rapport à la définition que nous avons donnée des guerres modernes et sur le degré de maturation de la conscience des masses.

La conception allemande de la guerre des blindés, pour limitée qu'elle fut, a par son efficacité même mis directement à l'ordre du jour le principe suivant lequel la défense dépend plus de l'espace comme facteur d'épuisement que des obstacles comme facteur de résistance et dans les cadres nationaux limités de l'Europe occidentale et orientale elle a abouti rapidement à l'occupation de l'espace vital d'opération des adversaires de l'Allemagne (mines, puits de pétrole, industrie, etc.). Sous les coups de boutoir des Panzer-divisionen toute force organisée et régulière de résistance nationale s'est effondrée.

Cependant sur un autre plan les objectifs hitlériens étaient rien moins que mondiaux — nous le montrerons clairement dans un prochain article — et la base sociale sur laquelle ils appuyaient leur occupation était à la fois faible et faiblement conquise par la propagande de l'« ordre nouveau ». C'est pourquoi le contrôle des forces productives humaines et matérielles des pays envahis signifia une domination de plus en plus sévère sur quasiment toutes les couches de la population. Dans ces conditions l'esprit revendicatif qui, nous l'avons vu, est à la base même du partisanat ne pouvait prendre qu'une extension croissante dans des couches de plus en plus larges de la population et ainsi ressusciter une ultime forme des guerres nationales, bien que justement à l'échelle européenne les Panzer aient relégué de telles guerres au musée de l'histoire.

La grande force — aussi bien objective que subjective — du

stalinisme a été de pouvoir exploiter à fond cette circonstance. Paradoxalement c'est justement au moment où la « résistance » n'avait précisément plus un caractère exclusivement paysan, mais bien aussi largement urbain et même prolétarien (réfractaires de la main-d'œuvre forcée industrielle) que s'est affirmé son caractère « national ». Mais pour être capable de faire une critique révolutionnaire efficace de ce caractère national des mouvements de résistance, il faut aussi ne pas identifier *a priori* ce caractère national avec la domination pure et simple de la bourgeoisie sur ces mouvements. Par sa logique même la guerre allemande a bien engendré en son sein ces nouvelles formes de lutte plus impératives encore que les formes « officielles » — et à ce titre elle a bien exprimé le caractère moderne de cette guerre — mais elle n'a pas été jusqu'à s'insérer idéologiquement et socialement à cette nouvelle lutte. C'est ainsi que le stalinisme a pu instaurer un véritable monopole en ce domaine.

Ce sont au contraire les « alliés » qui seuls ont pu essayer de concurrencer les staliniens sur ce terrain. Mais ils se sont heurtés là à une double difficulté : d'une part l'adhésion de la fraction prolétarienne *entrée dans la résistance*, au stalinisme plutôt qu'aux formations bourgeoises (en effet si les ouvriers n'adhéraient pas vraiment à l'anti-bochisme, lorsqu'ils étaient *forcés* de se soustraire à la réquisition en prenant le « maquis » ils préféreraient indéniablement appuyer les formations staliniennes de résistance que toute autre). D'autre part, pas plus que l'Allemagne les « alliés » n'avaient dans cette guerre d'objectifs mondiaux puisque leur coalition incluait comme pièce maîtresse la Russie stalinienne et dans cette mesure ils étaient incapables de se mesurer sérieusement sur le plan de la concurrence idéologique avec les staliniens dans les mouvements de résistance.

C'est dans ces conditions que la maturation de la conscience des masses s'est trouvée historiquement bloquée pour ainsi dire et que, demeurées à un niveau d'adhésion politique au stalinisme, les masses ont dans certains pays — et nous pensons ici essentiellement à la Yougoslavie — persisté dans une attitude de volontariat bien que l'organisation hybride de la lutte ait abouti à la négation du principe fondamental de toute lutte de caractère prolétarien : l'économie maxima en hommes aussi bien chez soi que chez l'« ennemi ». C'est à ce niveau de l'action qu'il faut trouver le véritable caractère contre révolutionnaire des mouvements dirigés par les staliniens de même que le véritable caractère national des guerres de « libération », même si

elles ne peuvent être toujours définies comme bourgeoises.

Qu'une telle situation soit en définitive transitoire par sa nature même, c'est ce qu'il nous reste maintenant à montrer afin de pouvoir conclure. L'hitlérisme durant toute la phase européenne de la guerre n'a pas eu à affronter des adversaires qui soient dotés de véritables armées industrialisées et possédant la conception stratégique correspondante, se situant au niveau de la production elle-même. Briser dans ces conditions des résistances nationales reposant sur une organisation complètement désuète des moyens pouvait se faire presque exclusivement en s'appuyant sur la supériorité, pour ainsi dire strictement militaire, des armements et de l'organisation de la Wehrmacht. Mais inversement cela impliquait le caractère tout à fait limité des ambitions hitlériennes qui, sur le plan idéologique et propagandiste, s'est situé au niveau à la fois utopique et ridiculement modeste de « l'Europe Nouvelle ». Enfin à cette limitation dans la forme de cette propagande a correspondu une limitation encore plus grande dans le fond. L'idéologie hitlérienne antibolchévique et antisémite se situait sur un plan très superficiel qui ne pouvait nullement constituer une plateforme générale permettant de se recruter une base sociale sérieuse dans les pays qu'elle occupait. Le patronat et les restes vermoulus des équipes parlementaires et administratives européennes se sont révélés constituer une base sociale bien minime et bien illusoire de la collaboration, tout juste capables de jouer veulement la comédie d'un double jeu dont l'efficacité sur l'un ou l'autre tableau a été quasi nulle. Mais c'est certainement à partir du 22 juin 1941 que l'Allemagne hitlérienne qui avait si décisivement dégagé les immenses potentialités modernes de la guerre et relégué au musée de l'histoire l'ère des guerres strictement nationales, a prouvé qu'elle n'était qu'un agent aveugle de l'évolution historique qui la rejetait à son tour impitoyablement au musée des vieilleries idéologiques. L'« Europe Nouvelle » c'est Staline qui l'a réalisée, dans la mesure tout au moins où une telle utopie est réalisable. Mais pour cela il lui a fallu mettre en branle d'immenses forces sociales et engendrer ainsi directement les conditions d'une guerre autrement plus universelle et radicale que celle dont il a triomphé.

Maintenant de chaque côté du monde, partagé dans ses deux immenses blocs, se prépare stratégiquement la nouvelle guerre au niveau de la production elle-même et s'aiguisent les armes idéologiques universelles correspondantes. Mais au sein de l'immense champ d'opération intermédiaire entre les centres vitaux des deux blocs s'engendreront des luttes irréductibles qui

n'auront radicalement plus de caractère national, bien que pour tout un temps elles demeureront, pour l'essentiel, sous l'emprise idéologique de l'un ou l'autre camp des forces sociales exploitatrices qui s'affrontent.

Historiquement on peut dire que l'impasse dans laquelle s'est trouvé le prolétariat dans cette guerre ne tient nullement à un recul idéologique sur la ligne du « nationalisme » mais n'a fait que traduire à la fois le caractère objectivement limité de cette guerre et une étape de l'évolution consciencielle du prolétariat. Il faut trouver l'origine de cette étape dans la révolution de 1917, qui, en même temps qu'elle introduisait le prolétariat comme facteur positif de l'évolution historique en avait tracé par avance les limites : la *délégation* du pouvoir des masses à leurs dirigeants.

De cette appréciation il découle que cette guerre a bien représenté dans un sens le point le plus bas d'une idéologie prolétarienne, mais cela a été le point le plus bas de l'idéologie de l'avant-garde révolutionnaire marxiste, cristallisée sur des schémas historiquement dépassés. Si bien qu'il est absurde de poser la question : quelle devait être l'attitude concrète de cette avant-garde durant la guerre, étant donné que la seule réponse sérieuse que l'on pourrait donner serait : révolutionner sa propre idéologie et l'élever au niveau de l'histoire. Evidemment dans la mesure où une telle tâche était justement irréalisable dans les conditions de la guerre on peut dire que les organisations révolutionnaires d'avant-garde ont prouvé leur viabilité dans la mesure exacte où elles ont su se délimiter empiriquement dans les faits de l'idéologie stalinienne contre-révolutionnaire.

Ph. GUILLAUME.

Ouvrages cités dans cet article :

Fr. ENGELS : « *Notes sur la Guerre de 1870-1871* », traduit de l'anglais par Bracke. A Costes, éditeur, 1947.

I.F.C. FULLER : « *L'influence de l'armement sur l'histoire* », traduit de l'anglais par le général L. M. Chassin. Payot, Paris 1948.

Camille ROUGERON : « *La prochaine guerre* », Ed. Berger-Levrault, 1948.